



Déclaration de l'UNSA-éducation

au CDEN du 18 octobre 2017

Monsieur le Directeur Académique,
Mesdames et Messieurs les membres du Conseil Départemental de l'Éducation Nationale,

Ce premier CDEN de l'année scolaire se tient dans un contexte particulier puisqu'il suit la première rentrée scolaire du ministère actuel. Celle-ci s'est faite sur fond de réduction budgétaire avec la coupe franche sur le nombre de contrats aidés, il n'y a plus de doute quant au respect du calendrier de mise en place du PPCR et la sortie des textes attendus, et le lot d'annonces médiatiques à coloration fonction publique, toutes aussi inquiétantes les unes que les autres.

Des milliers de personnes en contrat aidés ont subi brutalement un non renouvellement de leur contrat en cette rentrée. La diminution drastique du nombre de ces contrats, au cœur de l'été, a privé d'emploi des personnels qui ont laissé à l'abandon une partie des missions qu'elles assuraient dans les écoles et les établissements. Dispositif jugé coûteux et inefficace par le gouvernement, cet argument est discutable d'un point de vue économique et insupportable d'un point de vue humain. Alors que les missions de ces personnels sont unanimement reconnues par les communautés scolaires, ce choix est d'autant plus difficile à comprendre.

Dans le domaine de l'accompagnement des élèves en situation de handicap, nous estimons que la montée en charge des emplois d'AESH ne couvrira pas l'ensemble des besoins. Quant à l'aide administrative aux directeurs d'école, elle a disparu.

L'UNSA-éducation demande au gouvernement d'accélérer encore le développement des AESH et d'engager immédiatement la construction de solutions pérennes pour l'aide administrative dans les écoles. C'est une urgence à la fois pour les personnes désormais sans travail et le bon fonctionnement des écoles et des établissements.

L'UNSA Education constate que certaines situations restent tendues tant dans les écoles que les établissements. Début juin, l'année scolaire 2017-2018 était déjà très largement préparée concernant l'implantation des postes, l'affectation des personnels mais aussi la construction des projets d'écoles et d'établissements. Le président de la République a exprimé sa volonté d'agir résolument pour l'avenir du pays, en particulier par l'École.

L'UNSA Education partage cette ambition. Il y a encore beaucoup à faire pour la réussite de tous les élèves mais l'UNSA Education l'affirme, cela ne peut se faire à la va-vite dans la précipitation.

Pour l'UNSA, les premiers constats sont plutôt mauvais et le retour aux vieilles recettes qui conduisent à un tri sélectif nous inquiète :

- Dédoublage des CP : l'UNSA Education est dubitative quant à la transformation des postes de « Plus de Maîtres que de classes » en CP dédoublés. Il paraît évident que la seule diminution affichée des effectifs ne suffira pas puisque les modalités pédagogiques qui seront mises en œuvre resteront celles des PDMQDC : dédoublement et co-intervention. Le seul changement d'appellation serait-il garant de plus d'efficacité ?
- Retour possible du redoublement alors que le fait qu'il soit inefficace voire contraire à l'intérêt de l'élève n'est plus à prouver.
- Retour aussi sur la réforme des rythmes : le choix laissé aux communes de revenir sur l'organisation de la semaine scolaire, nous amène loin du respect des rythmes de l'enfant qui doit être l'objectif majeur du dispositif.
- Retour enfin sur la réforme du collège avec la remise en place en catastrophe des classes bilangues qui procèdent du tri sélectif.

Quid de la refondation, car même si ses détracteurs essaient toujours de la décrier, elle a pour mérite de redistribuer les moyens afin que l'école devienne plus égalitaire en luttant contre la ségrégation, en évitant les contournements de la carte scolaire. La ministre précédente avait lancé le chantier des secteurs « multicollèges » pour y remédier et cela a été balayé d'un revers de main par le nouveau ministre : quelle conception a-t-il de notre société ?

Notre système scolaire est pourtant reconnu comme l'un des plus inégalitaires des pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE). Une école plus égalitaire passe-t-elle par le dédoublement des classes dans les écoles classées prioritaires ou bien par une vraie mixité, donc du courage politique ? Que dire du maître surnuméraire qui est également

remis en cause alors même que l'aide précieuse dans toutes les classes est reconnue par tous les acteurs de terrain ?

Cette mixité est pourtant nécessaire pour ne pas aboutir aux discours populistes jouant sur la peur de l'autre que nous avons déjà connus en mai 2002 ou mai 2017 ! Cela commence par l'école. Tous les parents veulent le meilleur pour leur enfant ! Mais l'école publique doit-elle être considérée comme « l'école des pauvres » ?

Pour l'UNSA-éducation, la mixité est un enjeu majeur, mais notre nouveau ministère ne semble pas être de cet avis.

Regrouper des enfants défavorisés dans des collèges ghettos a des conséquences négatives sur leurs performances mais aussi sur l'estime de soi et sur la confiance.

Comment le ministre fera-t-il pour juger que tel ou tel établissement est « meilleur qu'un autre » ? Sur la base des résultats au DNB et au baccalauréat. Cela est bien une ineptie tant que certains établissements resteront des ghettos.

Concernant le protocole PPCR et sa mise en œuvre, le retard dans la publication des textes attendus et le report du calendrier d'un an sont sources d'inquiétudes auprès des personnels. Bon nombre de syndicats de l'UNSA éducation a adressé un courrier à monsieur le ministre de l'Éducation Nationale pour que les engagements pris soient respectés et appliqués. L'UNSA-éducation porte la voix d'une part importante du million d'agents de l'éducation nationale. Elle a largement contribué à l'élaboration d'un compromis entre les agents et leur employeur pour construire de nouvelles perspectives de carrière. Chacun des aspects a été discuté point par point, aboutissant à des avancées concrètes pour la majeure partie des personnels. Nous sommes dans l'attente de la confirmation de l'application pleine et entière de ces mesures.

Pour terminer, l'UNSA-éducation souhaite revenir sur la promesse du candidat Emmanuel Macron quant à l'augmentation du pouvoir d'achat des fonctionnaires. Avec les différentes mesures qui se dessinent, il semblerait que cette hausse se transforme en une forte diminution.

Pour commencer, la hausse de 1,7% de la CSG sera compensée, par une prime mais n'aura pas d'impact sur le pouvoir d'achat. Ensuite, le gel du point d'indice refait surface après une année de déblocage qui avait fait suite à 6 années de stagnation. Enfin, pour ne laisser aucun espoir, le retour du jour de carence pour des raisons budgétaires mais aussi de lutte contre le micro absentéisme ne renvoie pas une considération poussée des agents. Cette dernière mesure est injuste, discriminatoire et populiste.

La mobilisation dans la Fonction publique, lors de la journée d'action du 10 octobre, doit être prise au sérieux. Au-delà des contentieux à régler sur le pouvoir d'achat, c'est la reconnaissance de l'utilité sociale des agents publics qui est en cause. Ils répondent présents au quotidien pour garantir l'accès à des services publics efficaces et indispensables tant pour la solidarité que pour le bon fonctionnement de la sphère économique. Ils en ont assez qu'on leur dise qu'il y a trop de fonctionnaires ou qu'ils soient ramenés au coût qu'ils représentent. La dépense publique est aussi un investissement, un investissement pour la cohésion sociale et un investissement productif.

Si certains trouvent qu'il y a trop de fonctionnaires, alors il faut dire lesquels et donc lesquels ne servent à rien : ceux qui éduquent ? Ceux qui soignent ? Ceux qui assurent notre sécurité ? Ceux qui garantissent des normes sanitaires ? Ceux qui interviennent de jour comme de nuit pour sauver des vies ou protéger des biens ? Ceux qui font de la Recherche ? Ceux qui sur tous les territoires et dans les collectivités locales accueillent en proximité tous les publics ? Ceux qui accompagnent ? Ceux qui font vivre la Culture ? Ou encore tous ceux qui ont des missions d'appuis et de soutien à tous ceux-là ? La liste pourrait être encore longue. Mais pour comprendre le malaise des agents publics et le sentiment d'injustice qui grandit chez eux, il faut comprendre la violence symbolique qu'ils ressentent en étant assimilés à une économie à faire.

Une des plus-values de l'action publique est qu'elle est menée au nom de l'intérêt général. Elle protège des dérives mercantiles pour les biens et droits fondamentaux. Elle assure une indépendance des services face aux groupes de pressions. Elle intègre une vision de long terme indispensable et même vitale dans un monde en crise. Les agents publics ne tirent aucun orgueil de leur travail, en revanche ils en sont fiers et ils ont raison. Ils représentent un atout et une force pour notre pays. Le gouvernement serait bien inspiré de le comprendre.

Nous vous remercions.